

«Le plus difficile au monde est de dire en y pensant ce que tout le monde dit sans y penser»

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N°795 du jeudi 25 janvier 2024 PRIX : 300 FRANCS CFA

Affaire de l'or de l'Aéroport

Plusieurs douaniers et civils arrêtés dans le cadre de l'enquête



Affaire SONUCI

Quand la COLDEFF se ridiculise dans le dossier

DYNAMIQUE CITOYENNE

**Issoufou Sidibé, un
faussaire au service de
Mahamadou Issoufou**



TRANSITION NIGERIENNE

**Issoufou Mahamadou est-il le
parrain de l'ombre du CNSP ?**

TRANSITION ET VOYAGES DU PREMIER MINISTRE

**Les offensives réussies
du gouvernement**

Niger Poste/ Economie

**Pourquoi ne pas payer la bourse des
étudiants à travers Niger Poste ?**

FRANCE/NIGER

Sylvain Itté, l'écrivain censuré

Alpha

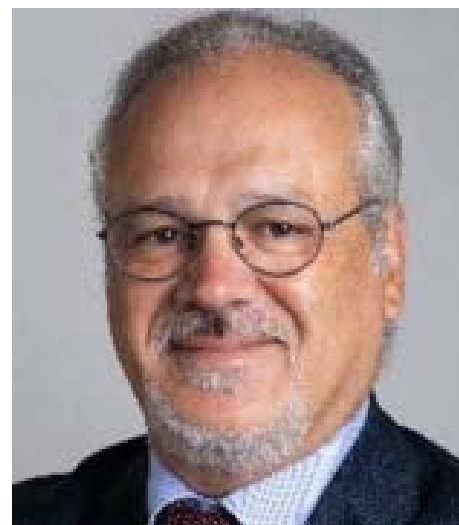
Les Nigériens s'en souviendront longtemps que l'ambassadeur le plus médiocre que la France ait envoyé au Niger soit ce personnage pétri de confusions colonialistes, imposé pourtant par Emmanuel Macron, pour contrer au Niger la montée de ce que l'on a, trop rapidement, appelé un sentiment anti-français qui se propagerait au Sahel. Après que les nouvelles autorités du pays aient décidé de l'annulation de son accréditation, fougueux dans sa nostalgie coloniale, l'ambassadeur, déclaré persona non grata, décidait de ne pas quitter le Niger, arguant que sa présence au Niger serait légitimée par un gouvernement qui, dans les faits, est pourtant déchu et remplacé, ne pouvant plus rien décider pour le pays. Dans son entêtement, le résistant a cru se donner une image de héros dans son pays conquérant, et par ce qu'il a vécu pendant des jours d'isolement dans le pays, il a été tenté par la muse pour sortir un livre inspiré par ses misères endurées pour ainsi rajouter à la littérature coloniale d'un pays, la France, qui n'a pas compris que les temps sont révolus et que ses enfants qu'elle envoie chez nous ne peuvent plus se comporter comme ils veulent sans avoir de respect pour nos peuples. Comment celui à qui son pays demandait de mettre en confiance les peuples du pays, peut-il ne trouver rien d'intelligible à leur dire qu'à raconter que même l'eau que les Nigériens boivent est européenne pour ne pas dire française, incapable de contradiction pour vouloir en venir presque aux mains avec un acteur de la société civile, MaikoulZodi, lors d'un débat au campus universitaire ? Est-ce ça la nouvelle diplomatie française ?

On ne peut d'autant pas comprendre cette France quand dans la lettre qui censure le livre en projet de l'ancien ambassadeur, la France semble jouer à l'entêtement, incapable de prendre acte d'une situation

pourtant irréversible. Comment comprendre en effet, qu'on s'entête à dire que « [...] ce projet doit être regardé comme intervenant dans le cadre de vos fonctions [celles d'Itté s'entend] dès lors que vous demeurez, quoique de retour à Paris, l'ambassadeur de France au Niger » mais sans que la lettre ne dise avec qui, cet ambassadeur non reconnu doit parler au Niger. La France, peut-elle aller jusqu'à de telles folies ? C'est à croire qu'elle mijoterait quelque chose encore contre le Niger pour croire qu'elle reviendrait dans le pays avec ses valets déchus. Chiche.

Pourtant la France sait qu'elle est en mauvaise posture au Niger, et on la voit qui s'effraie que le livre de son ambassadeur chassé du Niger, par cette révélation, ne vienne encore tout renverser et lui compliquer les choses dans un pays qui n'a plus le temps de penser France. En tout cas, dans cette lettre qui circule sur les réseaux sociaux, la France elle-même, n'ayant plus de secret – si dans les prochains jours le livre lui-même ne devrait pas être posté sur les mêmes espaces virtuels – attire l'attention de l'écrivain en herbe que son « [...] texte comporte de nombreuses informations relevant de sujets exclus du droit à la communication aux termes du code des relations entre le public et l'Administration et qui relèvent donc des dispositions de l'article 11121.7 du code général de la fonction publique relatif au devoir de discrétion professionnel [et toutes choses que ne devrait pas savoir Sylvain Itté !]. Ces éléments [apprend-on] ne peuvent être divulgués que par décision de l'autorité hiérarchique ». On aura compris par cette partie de la fameuse lettre que la France a peur que certaines informations ne fuitent et ne soient partagées, sachant sans doute, qu'elle est dans un jeu sournois qui ne peut que davantage la discréditer. Et ce d'autant que cette lettre du 16 janvier 2024 fait remarquer que ce projet de livre « [...] apporte

notamment de nombreuses informations sur le dispositif français de gestion de crise, sur vos] échanges [celles d'Itté] avec les autorités françaises comme avec les acteurs – [sciemment l'on ne parle pas ici d'autorités nigériennes] – nigériens, sur le rôle, les motivations et les personnalités de vos interlocuteurs [celles d'Itté toujours] et, d'une façon générale sur la conduite de notre politique extérieure [celle de la France] ». On a compris la France. Elle n'est pas un partenaire sérieux. Elle cache tant de zones d'ombre dans ses relations avec ses anciennes colonies devenues libres. Or, le seul fait de manquer de transparence dans sa relation avec l'Afrique pourrait être une raison suffisante de la rejeter et de ne plus vouloir commercer avec elle. Elle aura donc mérité ce qu'elle a eu sur le continent, à travers ses dernières aventures au Sahel. Comment ne pas le croire quand la lettre souligne que « Certains de ces éléments [contenus dans la lettre] sont sensibles et, sous votre plume [celle d'Itté encore], ne pourraient qu'être perçus comme exprimant le point de vue des autorités françaises ». La France s'inquiète que cette lettre ne vienne envenimer la si-



tuation pour ne plus lui entrevoir de possible retour au Niger. Et la conclusion terrifiante de cette lettre nous apprend que ce projet de livre (est-ce d'ailleurs un projet puisqu'il a fallu qu'il finisse pour l'apprécier dans sa globalité), selon le Quai d'Orsay, présente « [...] plus de risques que d'avantages pour notre communication [celle de la France]. Il ne me semble dès lors pas possible d'autoriser sa publication », affirme le ministère français de Affaires Etrangères.

C'est ainsi qu'au pays de la liberté et de la démocratie où l'on va jusqu'à faire croire qu'au nom de cette même liberté il serait loisible d'insulter le Prophète d'un autre, la parole devenue gênante d'un ambassadeur est censurée, interdite de diffusion.

C'est ça la France.

Niger Poste/ Economie

Pourquoi ne pas payer la bourse des étudiants à travers Niger Poste ?

La question est d'une importance capitale en cette ère de digitalisation et de bancarisation des économies et, compte tenu, en plus des résultats concluants donnés par la bancarisation des contractuels de l'éducation et de la santé à Niger Poste. En novembre 2018, l'Etat du Niger a décidé de bancariser les contractuels avec le transfert des pécules à Niger Poste. Cette décision a permis à l'Etat d'avoir une idée réelle des effectifs des contractuels et des appelés de service national et, surtout, de déterminer avec exactitude le montant net à payer chaque mois. Aujourd'hui, cinq ans après l'opération, la satisfaction est grande. Car, par ce biais, les responsables de l'éducation sont parvenus à assainir le fichier de paiement des contractuels. Ce succès éclatant doit amener, aujourd'hui, les autorités de la tran-

sition à envisager également la bancarisation des étudiants pour transférer le paiement des bourses et l'aide sociale des étudiants ainsi que les allocations des élèves et les pécules des élèves-maîtres à Niger Poste. Ce qui assurera à l'Etat de maîtriser définitivement les effectifs des étudiants et permettra aux étudiants de percevoir la bourse sans se déplacer. Cela d'autant que Niger Poste a procédé à la digitalisation de ses services et prestations. Tout comme le contractuel de l'éducation, l'étudiant pourra percevoir sa bourse par CCP Mobile. L'avantage du transfert de paiement des bourses à Niger Poste est donc considérable. A terme, il sera mis fin définitivement à la tricherie dont certains agents de l'Etat sont devenus spécialistes face à l'argent public.

Au gouvernement donc d'y songer !

Affaire de l'or de l'Aéroport

Plusieurs douaniers et civils arrêtés dans le cadre de l'enquête

Ali Soumana

L'affaire de trafic d'or, qui a poussé au balayage des forces de sécurité en service à l'Aéroport international Diori Hamani, continue de faire couler de la salive. Elle prend, de plus en plus, une tournure qui risque d'éclabousser la hiérarchie douanière. Dans le cadre des investigations, les services de renseignements auraient fait arrêter des douaniers et des civils qui travaillaient, au moment des faits, à l'Aéroport. Parmi ceux qui ont été appréhendés se trouvent un lieutenant de Douane, un certain Mahamadou Mounkaila Issoufou, et un agent de KH, le service chargé de nettoyage des avions. Ils seraient tous soupçonnés d'être en intelligence avec les trafiquants et leurs complices.

Des sources indiquent que, peu avant son arrestation, le Lieutenant Mahamadou Mounkaila Issoufou aurait rencontré la hiérarchie de la Douane à la Direction générale. Les mêmes sources soulignent que l'affaire risque d'ébranler la Douane nationale dont certains responsables seraient en complicité avec le réseau des trafiquants d'or.

Le démantèlement de ce réseau de trafiquants, avec le balayage de tous les agents de sécurité en service à l'Aéroport de Niamey, fait qu'aujourd'hui l'étau se resserre sur un autre réseau qui transporterait des thermos contenant des quantités d'or pour une destination inconnue. Selon les investigations encourues, c'est une compa-

gnie locale de transport aérien qui rapatrierait la " marchandise ", d'Agadez à Niamey. Chaque fois, martèlent nos sources, quand des agents essaient de toucher à la thermos, des responsables de l'Aéroport s'opposeraient. C'est ainsi que l'opération aurait été menée depuis longtemps jusqu'à ce que des agents décident de transcender la peur et briser le silence. Pour l'heure, les investigateurs gardent au secret l'identité de la compagnie de transport aérien qui serait impliquée dans le trafic.

Historique de la mafia aurifère au Niger

On se rappelle que l'annonce de l'exploitation de certaines ressources du sous-sol avait fait rêver les nigériens. Aujourd'hui, il est question de fouiller la gestion qui en a été faite. La Société des Mines de Liptako (SML) s'avère manifestement une société gérée de manière opaque. C'est cette situation qui explique sûrement la passe de mains dans laquelle la société s'est retrouvée. La SML est l'unique société nigérienne qui exploite l'or de manière industrielle au Niger, sur les sites de Samira et de Libiri, dans le département de Gothèye. Elle est créée en 1996, avec une exploitation qui a démarré, effectivement en 2003, avec comme actionnaires le canadien SEMAFO, le marocain Manengem et l'Etat du Niger. En 2013, SEMAFO rompt avec la SML et cède ses actions à l'Etat du Niger, à travers la SOPAMIN (Société de patrimoine des mines du Niger) qui cède, à son tour,



80% des actions de la SML, en 2016, à un groupe nigérian du nom de : « A Group International ». Mais, n'ayant pas tenu à ses engagements d'investissement, au premier trimestre 2018, l'Etat du Niger résilie le contrat. La SOPAMIN reprend alors le contrôle de la SML, non sans problème, puisqu'un contentieux entre l'Etat du Niger et le groupe nigérian a contraint le Niger à lui rembourser le prix de vente de la SML qui s'élevait à 2,5 millions de dollars, environ 1,5 milliards de FCFA. Le 31 mai 2019, l'Etat du Niger conclut un contrat de cession d'actions avec le groupe « Mckinel Ressources Limited », une société du groupe BCM détenue par l'australien Paul List, représentée par Angela List, épouse du patron de la société. Avec la reprise par Mckinel, en 2019, l'espoir suscité par la SML s'est fortement dégradé. Du reste, par lettre n° 00308 du 4 février 2022, la BCEAO alertait sur d'importantes quantités d'or qui étaient en train d'être exfiltrées du Niger, sans que les fonds ne soient rapatriés. Dans ce cadre, une

expédition de 4,6 milliards de FCFA a eu lieu en novembre 2022 et une autre de 2,3 milliards de FCFA en décembre de la même année, sans que les fonds ne soient rapatriés au Niger. En plus, le 24 février 2022, par lettre n° 0159, la ministre des mines de l'époque, ignorant la mafia qui entoure la SML, notait qu'elle a été informée par la BCEAO que 557 kg d'or d'une valeur de plus de 13 milliards de FCFA, exportés au titre de l'année 2021, n'ont pas fait objet de rapatriement.

Qui se cache derrière la société Mckinel de Paul et Angela List ?

Il faut se rappeler qu'en octobre 2017, le Président de la République de l'époque, avait effectué un voyage en Australie. Ce voyage avait-il un lien avec la reprise de la SML par le couple List le 31 mai 2019 ?

Il faut retenir également qu'avec l'avènement de Mahamadou Issoufou au pouvoir, des permis miniers ont été distribués à des opérateurs privés dont des hommes politiques, des opérateurs économiques et à des toubabs français.

TRANSITION/ASSAINISSEMENT

Tout, absolument tout, doit être fouillé pour que la vérité se sache

Mairiga

Par rapport à la gouvernance à conduire pendant cette transition, les Nigériens attendent mieux de la part du CNSP pour, d'une part, gérer avec rigueur le pays, notamment en servant des compétences avérées du pays et, surtout, d'autre part, fouiller sans complaisance la gestion qui a précédé l'arrivée au pouvoir du CNSP et dont se plaignent les Nigériens. Sur ce dernier point, les Nigériens sont intransigeants et disent ne rien céder. Leur argent volé doit leur revenir. Des gens ne peuvent pas aller s'endetter au nom du pays pour détourner les fonds empruntés et les leur faire payer, dédaignant le contribuable pour se construire, ici et là, des usines, des immeubles, sinon des buildings, des châteaux, d'énormes domaines. Issoufou Mahamadou est, pour les Nigériens, cet homme qui voulait tout posséder jusqu'au Niger entier pour lequel il devrait seul décider, n'épargnant aucun domaine pour avoir la main dessus et espérer construire sa toute-puissance par laquelle, il voudrait réussir à imposer une oligarchie dans le pays, non sans avoir castré tous les hommes du pays qui doivent alors désormais lui obéir au doigt et à l'œil. Les résistants à cette tentation irrationnelle, devraient vivre l'exil, le bannissement et le goulag. La gestion du PNDS pose aujourd'hui un vrai problème, celui du devenir du Niger, menacé de dislocation sociale et de fragilisation économique, le sectarisme et la prédation l'ayant profondément marqué pendant douze années de je-m'en-foutisme. Il faut qu'on arrive à mettre un mot sur toutes les tares qui ont été développées dans la gestion du pays depuis plus de douze ans et, ce, du fait des socialistes, afin qu'on les punisse par la rigueur qui sied et pouvoir, ainsi, dissuader tout récidiviste ou toute autre personne qui pourrait être tentée par les mêmes pratiques proscrites, parce que voulant s'enrichir avant l'heure et de façon malhonnête. Tous les ministères, toutes les sociétés d'Etat, dans leur gestion, doivent être inspectés avec minutie. Toutes les sociétés privées, par rapport à leurs devoirs fiscaux, doivent être audités pour procéder aux réparations nécessaires, notamment par les redressements fiscaux qui s'imposent. Dans ce pays, les bonnes manières perdues doivent revenir et cela ne sera jamais possible par la mollesse et certaines attitudes qu'on observe. On sait qu'une partie de ce travail, sans que

le Premier ministre n'attende trop d'avoir des injonctions, a été commencée avec la mise à nu de fonctionnaires apparemment fictifs qui volent l'argent publics. En vérité, il s'était agi d'une stratégie qui a consisté à donner des matricules « gratuitement » à des hommes et des femmes du clan, et avec laquelle l'on a permis à des « criquets pèlerins » de venir saccager les deniers publics alors que certains devraient rester ailleurs pour mener leurs activités.

Ces criquets-pèlerins avaient des matricules pour bénéficier, gratis, d'un salaire immérité et, souvent, sous la base d'un faux diplôme. C'est pourquoi, il urge, selon certains observateurs, de demander, à partir d'une certaine année, que la fonction publique, exige de ceux qui ont été recrutés, à partir de 2010 par exemple, d'amener leurs diplômes sur la base duquel ils avaient été recrutés. Cela est également valable pour certains reclassements dans l'administration de la fonction publique où l'on a connu les pires aberrations que l'on ne peut jamais avoir dans un pays normal.

Depuis que les diplômes pouvaient se fabriquer avec les ordinateurs, sinon depuis qu'ils pouvaient s'acheter, l'on assiste à tant de pratiques qui ont joué sur la qualité des hommes employés dans notre administration. D'ailleurs, combien de concours ont fait scandale sans que la Renaissance, à travers ces trois versions, n'ait eu le courage d'aller au fond des fraudes mises en exergue, irréfutables ? Si le Niger veut vraiment être un pays normal, de telles pratiques doivent y être combattues sans faiblesse. On a cru que le CNSP venait aussi pour ça. Faut-il croire que la hiérarchie militaire est mouillée dans l'affairisme pour voir ces indulgences incompréhensibles à l'endroit de la pègre délogée du pouvoir ? Voilà pourquoi, aujourd'hui plus qu'hier, il est important de tout assainir, de tout fouiller, et de combattre tout ce qui est tordu, pour que, plus jamais, de telles pratiques ne reviennent dans le pays et dans son administration. Nous devons être jaloux de nous-mêmes et de notre pays pour donner à nous-mêmes et au monde qui nous regarde l'image d'un peuple sérieux et travailleur, d'hommes et de femmes affables et intègres auxquels on peut faire confiance et à qui, sans regret, l'on peut confier même des tâches énormes.

Nous devons, comme les autres peuples, nous comporter dignement, c'est-à-dire tout en ayant du respect pour la chose publique afin de protéger les biens publics et préserver les deniers qui doivent servir, non des individus isolés parce qu'ils seraient par les hasards de l'histoire ceux qui gouvernent, mais tout un peuple.

C'est donc ce gigantesque travail que devrait mener le CNSP et qu'attendent les Nigériens de leurs nouvelles autorités pour les rassurer qu'il est dans la dynamique souhaitée – pas celle d'Issoufou Sidibé – c'est-à-dire celle qui devrait conduire le pays à un nouveau destin qui les détournent de la descente aux enfers vers laquelle les poussait la gouvernance chaotique du parti d'Issoufou, de Bazoum et de Foumakoye. Un tel bien pour l'Histoire de tout un peuple ne saurait être trahi. Ce d'autant qu'au Premier ministre qu'on est allé chercher loin

pour le ramener au pays alors qu'il avait refusé de s'associer à la gouvernance de ceux que les militaires ont défaits et qui l'ont pourtant souvent maintes fois sollicité, l'on ne peut pas faire ça pour finir par le dégoûter de cette affaire, lui qui acceptait enfin, non pas parce qu'il chômait, de venir servir son pays afin de l'aider à s'en sortir du gouffre où le plongeaient douze années de Renaissance tristement socialiste.

Quand on regarde le visage inquiet de l'autre qui a peur que sa gestion ne le rattrape, cherchant le moyen de distraire les Nigériens par les mimiques dérisoires des guignols de la dynamique, il faut surtout regarder ces autres visages méfiants qui commencent à ne plus comprendre et à se poser mille et une questions.

Ce pays, absolument, doit s'en sortir. Aujourd'hui. Car demain, ce sera tard. Trop tard peut-être.

Affaire SONUCI

Quand la COLDEFF se ridiculise dans le dossier

Des nigériens commencent à être sceptiques quant à la réelle volonté de la COLDEFF, structure chargée de récupérer les biens mal acquis et mettre l'Etat dans ses droits. Cette structure semble faire preuve, dans son travail, d' amateurisme, pour s'intéresser aux menus fretins, par exemple du carburant donné légalement à des agents de l'Etat. Alors que les nigériens attendent de voir les "coldeffiens" débusquer des grands voleurs de l'Etat. Du reste, selon des sources proches de la COLDEFF, des gens commencent à douter de la capacité de la structure à s'attaquer aux grands dossiers. D'autant que, depuis son installation, elle s'intéresse plutôt à des petits dossiers liés à l'octroi de carburant aux membres de conseils d'administration des sociétés d'Etat. Une question que d'aucuns appellent alimentaire qui ridiculise la COLDEFF au point d'amener les nigériens à douter de sa sincérité et de sa capacité à accomplir sa mission. En tout cas, dans le dossier de la SONUCI, la COLDEFF aurait beaucoup plus insisté sur des questions de carburant octroyé aux membres du conseil d'administration de la société

que sur le bradage des terrains et immeubles de l'Etat. Ce qui rend théâtral le travail de la COLDEFF. Parce que les nigériens pensent que la COLDEFF, au lieu de s'attarder sur des menus fretins, elle ferait mieux de s'attaquer aux grands dossiers de détournement des deniers publics et des marchés fictifs. Dont, autres dossiers, le dossier la construction des échangeurs, le dossier de l'achat de l'avion présidentiel, les rails de Bolloré, l'uraniumgate, le dossier de la gestion du pétrole, l'affaire CAIMA, l'affaire SORAZ et l'affaire Eximbank. Le traitement de ces dossiers donnerait beaucoup d'espoir et convaincrerait davantage les nigériens de la volonté des autorités de rendre justice au peuple nigérien. Des dossiers brûlants dans lesquels plusieurs milliards ont été dissipés, volés par des responsables de l'ancien système. La COLDEFF doit donc arrêter de se tourner en dérision pour s'attaquer aux dossiers où les intérêts vitaux de l'Etat ont été sacrifiés sur l'autel des intérêts égoïstes, impliquant inévitablement le gourou de la renaissance et ses adeptes. Au risque de décevoir le peuple nigérien.

DYNAMIQUE CITOYENNE

Issoufou Sidibé, un faussaire au service de Mahamadou Issoufou

Alpha

Sidibé Issoufou, le forçat de la « dynamite » n'en démord pas. Malgré les interpellations, comme s'il devrait bénéficier d'un soutien qui viendrait de hauts lieux, il ne fait attention à rien de tout ce qu'il peut entendre dans le pays et qui exprime une farouche opposition à sa Dynamique. En effet, même en se positionnant dans l'air du temps, à savoir pour « une transition réussie », pour autant, ils ne peuvent réussir à cacher que très peu les motivations profondes, inavouables, pour lesquelles, certains milieux politiques, les mêmes, qui se servaient de lui comme au temps où il était au syndicat qu'il détournait de son action corporatiste pour l'engager sournoisement dans des luttes politiques à peine dissimulées pour travailler, non pour les travailleurs, mais pour « son » parti politique. Il a fallu que ses amis politiques arrivent au pouvoir pour qu'on n'entende plus la CDTN vociférer pour exiger le paiement des incidences financières des travailleurs et ce, même quand, le pouvoir dans lequel il trouvait quelque place, arrivait à s'accorder avec les organisations ouvrières sur un échéancier d'apurement de cette dette intérieure due aux travailleurs. Qu'est-ce qu'ils ont donc pu faire de leurs accords convenus avec leur régime ? Ils ont berné les travailleurs avec. C'est donc cet homme qui n'avait rien vu des souffrances endurées par les Nigériens pendant douze années où lui restait dans le confort douillet du pouvoir, qui n'avait rien entendu des pleurs des veuves de soldats victimes du terrorisme, des larmes des orphelins, des grands vols organisés dans l'administration dans les sociétés d'Etat, dans la haute sphère de l'Etat (comme l'Uraniumgate), qui n'avait rien entendu des silences des écoles fermées, qui surgit aujourd'hui en grand apôtre d'un Niger vertueux qu'ils détruisaient pourtant par un système de prédation qu'ils mettaient en place, appelant, sans que rien ne fasse

comprendre son nouveau patriotisme frelaté, par un discours qui ne peut plus être audible, à changer le Niger par la réussite de la transition, que lui aussi, et ses compères, pourraient vouloir pour le Niger qu'ils détruisaient sans jamais sans soucier jusqu'à ce que, s'en servant à défendre leur irruption sur la scène politique, des militaires purent s'emparer du pouvoir et libérer le Niger et les Nigériens.

Dans un pays normal, dès lors que la presse a révélé l'identité sous laquelle il fit créer et reconnaître son organisation, une identité différente de celle avec laquelle il avait travaillé aux Impôts sans qu'on ne lui connaisse aucun autre métier, montrant par là qu'il n'est rien d'autre qu'un faussaire, pour un tel homme dont on ne peut plus se fier à la moralité, les autorités du pays, devraient dissoudre son association car, au moins, pour confronter les deux hommes – Sidibé des Impôts et Sidibé de la Dynamique – il est loisible de comprendre qu'il s'agit de la même personne qui ne saurait être différente selon qu'il soit fiscaliste ou acteur opportuniste de la société civile et ce depuis que son masque tombait et que, se débarrassant de sa robe de syndicaliste, il se rhabillait de sa rose robe qui lui donnait place aux côtés du Gourou à l'ombre duquel il était resté, abandonnant les travailleurs à leur sort, eux qui lui confiaient pourtant un mandat qu'il ne pouvait plus continuer, la politique qui l'engageait étant plus forte et certainement plus importante et lucrative dans son engagement et ses combats.

Mais, pourquoi quand on entend tant de voix qui s'indignent de cette attitude désinvolte, l'homme continue à défier tout le monde ? Peut-il être plus fort que le CNSP pour que personne, y compris le Premier Ministre, ne puisse l'arrêter dans ces c...

Il y a de quoi poser cette grave question. Faut-il croire que pour le CNSP, ceux qui, les premiers et sous la pluie et les vents, sous



les soleils et la poussière, sous la fraîcheur et la menace française, étaient sortis pour soutenir au risque de leur vie, ne sont plus importants et qu'il lui fallait cette horde d'arrivistes pour lui assurer le soutien dont il a besoin pour continuer son œuvre ? Peut-il croire que son lien avec le peuple est plus avec ceux-là qu'avec les premiers qui soutenaient, franchement ? Ce sans rien exiger, sans aller prendre de l'argent chez personne, le faisant patriotiquement. Rien que pour ça !

Quand on apprend que le Premier Ministre avait demandé d'arrêter le cirque et que ces gens continuent quand même, l'on se demande, quel serait le soutien le plus important de qui pouvaient-ils avoir, pour s'entêter à contrarier les directives du chef de gouvernement ? On comprend que pour beaucoup de Nigériens, ces gens proches d'Issoufou Mahamadou, soient dans une mission de ce dernier qui, à son tour, pourrait mieux avoir des influences sur le CNSP pour jouer son Joker. Cela effraie les Nigériens et ils n'ont pas tort surtout quand ils peuvent se rappeler que la France jurait sur tous les cieux que leur transition échouera. Quelqu'un, sans qu'on ne sache trop qui, était-il en train de manœuvrer pour saper la marche des Nigériens vers leur liberté et leur souveraineté ? Il y a d'autant à s'en inquiéter que, selon un audio attribué à l'Honorable Chef de Canton d'Illéla, celui-ci prenait des distances vis-à-vis de l'initiative des Sidibé. Par l'éducation aris-

tocratique qu'il a eue, il pourrait mieux comprendre, sans doute aussi parce qu'il est allé entendre quand la mission de Sidibé venait dans sa ville, que cette initiative n'a rien de bon pour le Niger, ni même pour ceux qui l'ont entreprise a fortiori pour le CNSP à qui le seul fait de dire qu'on veut que sa transition réussisse ne doit pas faire perdre des lucidités pour comprendre des manœuvres complotistes d'enfants sans cœurs pour lesquels ne comptent que leurs seuls intérêts. Cette affaire n'a fait que trop de bruit dans le pays, il faut que cela s'arrête, crient, indignés, les Nigériens. Aussi, quand on apprend que, dans une région, la fameuse mission malaimée des Nigériens serait accueillie par des jets de pierres, il y a de quoi comprendre que les Nigériens en ont marre de ces comportements et de cet entêtement qui pourraient, s'ils devaient arriver ailleurs, dégénérer pour avoir peut-être, ce que Sidibé et consorts pourraient chercher pour ce pays qui n'a nullement besoin de ces fractures que ces manipulateurs veulent créer, en se servant de l'argent d'un autre – suivez mon regard – pour aller soi-disant, mettre en place des cellules régionales de la Dynamite – pardon la Dynamique – sans doute pas pour le CNSP, ou du moins pas pour le Niger, mais pour des intérêts politiques obscurs. D'ailleurs, qui ordonne à des responsables des régions d'accueillir ces gens, à leur dresser le tapis rouge ? Questions à mille inconnues. Cela ne rassure pas.

TRANSITION NIGÉRIENNE

Issoufou Mahamadou est-il le parrain de l'ombre du CNSP ?

Alpha

L'arrivée du Général Tiani, si d'ailleurs certains, à un certain moment, n'avaient pas vu en lui, la résurrection et le retour d'un Seyni Kountché, avait suscité beaucoup d'espoir dans le pays, laissant exploser ici et là, des liesses populaires, un grand déferlement de joie par lequel les Nigériens laissaient entendre leur nouveau souffle, sortant de douze années d'étouffement et de caporalisation. Mais déjà, dès sa première déclaration, quand on entendait que c'était lui qui prenait les commandes du pays, et pour avoir été celui qui avait assuré la sécurité de l'ancien président Issoufou et qui le recommanda à Bazoum Mohamed, certains étaient retombés, froids, dans l'euphorie qui les exaltait, se disant que rien n'a changé pour le pays, voyant là, une autre farce qu'Issoufou, se servant d'un de ses hommes, venait servir aux Nigériens, lui qui voudrait revenir au pouvoir et installer, à sa suite, son enfant qu'il coachait dans son écurie, car ne voyant plus personne, dans son PNDS et le pays, apte à diriger le pays pour lui succéder si ce n'est son enfant, son héritier, pour ainsi réduire la démocratie nigérienne en une oligarchie pour laquelle, il allait mobiliser sa région natale où, déjà travaillée à cette option, on peut entendre quand le père et le fils partaient s'y promener, des gens chanter « Saï ka yi », pour dire au rejeton que ce sera son tour un jour proche.

Pendant que Bazoum Mohamed pouvait être gardé au palais, et que les Nigériens apprenaient qu'Issoufou échangeait avec l'extérieur, donnait des interviews, promettait même d'agir pour régler la crise nigérienne, les Nigériens avaient beaucoup douté de la sincérité du coup d'Etat. La main d'Issoufou Mahamadou, visible ou supposée, qui manipulerait les événements en cours dans le pays, ne donnait pas trop d'assurance et les Nigériens ont appris à se méfier. L'engouement des Nigériens commençait d'ailleurs à s'essouffler, certains ayant vu quelques signes, avaient commencé à faire marche-arrière, redoutant le pire scénario

par lequel le CNSP viendrait à lâcher le peuple en plein vol.

Mais au fil du temps, d'autres signes sont venus pour dire qu'il n'en est rien et que l'action des militaires, et surtout depuis, qu'après le coup, les officiers nigériens se concentraient, pour expliquer le sens du renversement de Bazoum Mohamed et, notamment, pour comprendre qu'il ne cachait pas un autre agenda, ne visait rien d'autre qu'à sauver la patrie qui était au bord du précipice. En effet, depuis que l'ami proche, Pierre Foumakoye et le fils prodige allaient en prison, l'on y a vu un signe rassurant qui motivait les militaires, croyant comme il l'a toujours été depuis le CMS, le Conseil Militaire Suprême de Seyni Kountché, que c'était le Niger, et le Niger seul, qui intéresse les soldats nigériens, le Niger qui est forcément au-dessus des individus.

Ces derniers jours, les mêmes appréhensions reviennent, plus fortes que jamais. Et pour cause, on voit de nouveaux signes qui intriguent. Quand, mettant en place la CODEFF qui, depuis quelques semaines, s'est mise au travail, au lieu des sujets *chaud-chaud*, l'on vient parler aux Nigériens d'une affaire de la SONUCI, du MEBA, alors qu'il y a plus frais, plus sérieux et grave, les Nigériens ne sont que très déroutés. Ce n'est pas des affaires qui manquent à la Renaissance pour qu'on vienne servir les Nigériens d'autres sujets inattendus, comme si quelque part, quelqu'un voudrait épargner ceux qui ont fait le plus grand mal à ce pays, et qui l'ont pillé pour dormir aujourd'hui sur de gros milliards, propriétaires d'immeubles insolents qu'aucune de leurs activités légales ne peut justifier, en tout cas pas pour avoir dirigé, même pendant douze ans, un pays qui serait l'un des plus les plus pauvres de la terre. Le Niger va mal. C'est la triste réalité. Le CNSP peut-il s'en rendre compte ? Il est difficile de comprendre dans un tel pays ces comportements d'un régime militaire qui ressemblent fort bien à une plaisanterie de mauvais goût.

Quand, après plus de cinq mois de gouvernance, à l'exception du



corps habillé qui occupe bien de places, l'on n'est souvent que déçu de voir qu'il n'y a pas souvent dans l'administration de grands changements notables, c'est qu'il y a problème. Et, il y a de quoi croire qu'Issoufou dirait aux siens de se tranquilliser car ce sont encore et toujours ses hommes qui commandent. Est-ce à dire, se demandent les Nigériens, que ceux-là sont indispensables au Niger et que sans eux rien ne peut se passer dans le pays ? Cela cause problème. Il ne faut donc pas s'étonner que certains de ceux-là travaillent plus pour leurs mentors que pour le pays et pour le CNSP car s'ils sont gardés dans le système c'est bien plus par un autre – suivez mon regard – que par le CNSP lui-même. Sommes-nous franchement sortis du trou, se demandent, interloqués les Nigériens ? Comme dirait l'autre, l'épine n'est pas tirée de la plaie.

Par ailleurs, ces agitateurs ameutés à partir de l'empire d'Issoufou Mahamadou et qui, depuis des jours, parcourent le pays pour aller vendre sa parole, quand le CNSP, malgré certains appels à l'ordre, ne peut arrêter la dérive, donnent à douter de la transition et notamment de ce qu'elle voudrait travailler pour le Niger, non pas pour un homme. On se rappelle que pour beaucoup de chefs d'Etat africains et notamment de la CEDEAO et de puissances étrangères comme la France, ce coup d'Etat, à tort ou à raison, serait une instigation qui viendrait d'Issoufou Mahamadou. Le Président français, Emmanuel Macron, va jusqu'à parler de « Trahison politique », accusant à demi-mot l'ancien ami de l'occi-

dent auréolé pourtant de tant de brevets de bon démocrate et de talentueux gouvernant qui a curieusement, tout prophète qu'il serait, fait de son pays, pendant dix ans, invariablement, le dernier de la planète selon le classement de l'IDH par le PNUD.

Ailleurs donc, au niveau de beaucoup de partenaires, sans doute rassurés par les échanges eus avec le président déchu, ce qui est arrivé à Bazoum Mohamed, par les conflits de compétences et la guerre de positionnement dans le pouvoir usurpé, ne s'expliquerait que par un arbitrage d'Issoufou. Le débat, à un tel niveau, ne se fait plus, et pour ceux-là, Issoufou a la main dans les malheurs de Bazoum. Mais pour les Nigériens qui attendaient depuis des années que cela arrive, las de vivre tant d'injustices et de laisser-faire, de gangstérisme et de vols, le débat, après être sorti de l'euphorie, revient, et avec lui, les doutes. Ce peuple, a besoin d'être rassuré. Et personne, malheureusement, ne peut le faire si ce n'est le CNSP lui-même, car tout divorce avec ce peuple qui l'a soutenu risquerait d'être violent pour le pays. Et cela n'est possible que par la révélation d'au moins un de ces dossiers qui accablent l'ancien président qu'on sait être trempé dans bien de dossiers. Si d'autres Nigériens, même pour des fautes supposées, sont allés devant le Juge, rien ne peut l'absoudre d'une comparution, étant entendu qu'il reste un justiciable comme un autre, comme tout autre Nigérien, vivant sous les mêmes lois. Pour le laisser manœuvrer afin que les mêmes démons reviennent, les Nigériens disent ne le jamais accepter. Le CNSP joue sa crédibilité.

Cela sort de plus en plus dans les conversations, et on l'entend sur les espaces indiscrets des réseaux sociaux. Le peuple commence à parler. Et cela n'est pas un bon signe. Elevons-nous au-dessus des amitiés et des complicités pour agir en hommes d'Etat. Le salut est là. Pour tous. La meilleure protection pour un dirigeant c'est le peuple. Pas un autre même devenu très riche.

Mise au point

Est-ce qu'il est vraiment moralement soutenable de demander aux Nigériens de cotiser de l'argent pour, entre autres, équiper l'armée sur fonds propre national alors que des individus qui ont pris des dizaines de milliards de l'État pour les uns, des centaines de milliards pour les autres, sont aujourd'hui libres et exempts de toute inquiétude pénale ?

Aucune mobilisation sociale durable sur quelque question que ce soit n'est possible lorsque le gouvernant pêche dans la complaisance vis-à-vis de ceux qui ont mis le Niger dans cette situation. La preuve, l'élan national de mobilisation s'essouffle progressivement et les voix qui crient à un autre scandale se multiplient, dans un silence assourdissant du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (Cnsp) qui joue à la politique de l'autruche. Même la sortie frauduleuse d'or, vue comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, a laissé le Cnsp de marbre. C'est dommage.

Il faut le dire, les Nigériens ont le sentiment d'être abusés et la lutte pour la souveraineté nationale ne peut et ne doit être utilisée pour ne pas appliquer les dispositions légales prévues par le Code pénal à des individus qui ont commis des délits et crimes des plus abominables. Oui, des plus abominables car il n'y a pas pire crime que de se faire de l'argent sur la vie de ses compatriotes.

Or, ceux que les Nigériens attendent de voir derrière les barreaux ont non seulement été pour quelque chose dans la propagation du terrorisme au Niger, mais ont également utilisé ce fléau qui a fait des milliers de morts pour se construire des fortunes immenses. Ils ont détourné à leurs profits personnels les ressources publiques internes pour ensuite endetter l'État à 5200 milliards, dans la plupart des cas détournés aussi à travers des surfacturations, des fausses factures, des marchés fictifs, etc. Pour preuve, les 1000 milliards d'Eximbank de Chine par lesquels Issoufou Mahamadou a hypothéqué la production pétrolière sont comptabilisés dans la dette extérieure sans que l'on soit capable de dire là où ce montant faramineux a été investi. Est-ce qu'il est vraiment moralement soutenable de demander aux Nigériens de cotiser de l'argent pour, entre autres, équiper l'armée sur fonds propre national alors que des individus qui ont pris des dizaines de milliards de l'État pour les uns, des centaines de milliards pour les autres, sont aujourd'hui libres et exempts de toute inquiétude pénale ?

Le (Cnsp) doit se regarder dans le miroir, examiner la situation qui se dégrade de jour en jour afin de faire amende honorable. Aux doutes se sont succédé les accusations directes et les critiques acerbes, tou-

tes choses qui préfigurent une révolte populaire. Car, si les Nigériens se sont engagés contre la présence militaire étrangère sur leur sol, ce qui dans leur pensée, accorde juste un sursis de liberté aux auteurs et complices des scandales financiers, ils ne sont pas prêts à accepter de passer pour les din-dons de la farce.

L'exemption d'emprisonnement qui est accordé aux auteurs des scandales financiers à travers les alinéas 1 et 2 de l'article 22 de l'ordonnance portant création, missions, composition et modalités de fonctionnement de la Commission de lutte contre la délinquance financière, économique et financière (Coldeff) est un scandale. Cet alinéa souligne clairement que « Lorsque le traitement d'un dossier fait apparaître des faits susceptibles de recevoir une qualification pénale, la Coldeff transmet le rapport de ses investigations au procureur de la République compétent pour aux fins de poursuites judiciaires. **Toutefois, elle peut conclure une transaction avec le mis en cause et dans ce cas, l'action publique est éteinte** ». Comment peut-on accorder un tel privilège à des individus qui ont détourné des milliards en dehors de toutes dispositions du Code pénal, et demander aux citoyens, jusqu'aux plus démunis, de contribuer à la sauvegarde de la patrie ?

Il faut être sans fard : dans un tel contexte, apporter sa contribution est devenu une sorte de phénomène de mode qui s'amplifie par effet de copiage. Aucun village, y compris ceux qui n'ont pas le moindre forage d'eau, malgré par ailleurs les ressources financières très appréciables enregistrées par le Niger au cours des 13 dernières années. Aucun village ne veut être indexé au titre de ceux qui n'ont pas suivi le mouvement en cours. Cependant, il reste à démontrer que le cœur y est vraiment.

Chose improbable dans un contexte où les auteurs et complices des scandales tels que l'affaire du ministère de la Défense nationale, celle des 1000 d'Eximbank de Chine, des 50 milliards du Congo, de l'achat de l'avion présidentiel, entre autres, sont libres, tranquilles et même très actifs dans la préparation des assises nationales où ils comptent, dit-on, apporter leur contribution à la refondation de la gouvernance. Comme quoi le Cnsp souffle sur le chaud et le froid.

Laboukoye

Piqûre de rappel

Issoufou Mahamadou, un prédateur sans commune mesure

Au lendemain des événements du 26 juillet 2023, les Nigériens découvrent, effarés, ce qu'on leur tout le temps dissimulé sous Issoufou et Bazoum : le montant réel de la dette publique de l'Etat. Mais le ...septembre 2023, l'abcès est crevé l'abcès : le Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine, révèle une dette monstrueuse de 5200 milliards de francs CFA, dont 2000 au titre de la seule dette intérieure. Une dette monstrueuse pour un pays qui n'arrive même pas à donner de l'eau potable à boire à de nombreuses populations et où l'éducation et la santé publiques battent de l'aile.

Pourtant...

En 2010, les comptes publics étaient excédentaires avec des arriérés intérieurs quasi nuls, le solde du compte Niger à la BCEAO était créditeur. Le compte dépôt du Niger à la BCEAO qui était largement excédentaire avant l'arrivée au pouvoir de Guri s'est effondré à la mesure des marchés surfacturés et autres gaspillages des ressources publiques. En 2009 ce compte présentait un solde créditeur de 113 milliards de FCFA. A la fin 2011, la première année du Président Issoufou au pouvoir il n'était qu'à 20 milliards de FCFA à la fin de l'année. Aujourd'hui, malgré les maquillages qu'ils veulent faire passer, ce compte est en déficit réel. En juin 2015, ce compte n'était créditeur que de 8,4 milliards de FCFA grâce au reliquat des prêts auprès des banques régionales. La rapidité avec laquelle l'emprunt de 40 milliards de janvier a été émis, montre l'état catastrophique des comptes réels dans la banque centrale, et au trésor, ainsi que la prudence des partenaires à investir au Niger.

Donc en 2011 quand le PNDS et Issoufou arrivaient au pouvoir les bases d'une économie saine étaient là du fait des autres : la dette publique de l'Etat ne représentait que 19% du PIB, soit une augmentation de 2% seulement en 7 ans. Mais deux ans après en 2013, la dette passait à 27,1% du PIB et elle sera d'environ 51% en 2016. Oui, 51% du PIB, soit une augmentation de 34% en 5 années.

Jusqu'en 2009, le Niger était dans une phase d'endettement normal. Mais sur la période 2011-2015, le pays est entré dans une phase de « surendettement », c'est le terme très diplomatique utilisé dans le rapport du Fonds monétaire international (FMI) en date du 15 novembre 2015 dans lequel le gouvernement nigérien contrairement aux années 2000 quémandait une fois de plus des dérogations. Cela veut dire que la moitié des ressources produites risquent d'aller vers le service de la dette et nous sommes à nouveau dans le cycle infernal où le pays s'endette uniquement pour payer la dette et combler les déficits.

Le 14 janvier 2016 le régime Issoufou émettait encore un emprunt de 40 milliards de FCFA auprès des banques commerciales de l'UEMOA pour débu-

ter l'année budgétaire 2016 car les comptes sont dans le rouge. Pour combler ces déficits créés par sa mauvaise gestion et la réticence des bailleurs à financer les gaspillages (fin septembre 2015 la mobilisation des ressources externes dans le budget était de 26%), le régime actuel en panne d'imagination aggrave le surendettement via l'émission « d'obligations régionales » à un taux de 6,5%. En 2014, ils ont emprunté 93,3 milliards, puis 120 milliards en 2015, soit sur les deux années une dette cumulée de 213 milliards de FCFA auprès des banques de l'UEMOA dont 37 milliards auprès des banques présentes au Niger. En 2016, ils comptent emprunter encore 140 milliards de plus. L'opération du 14 janvier concerne les 40 milliards.

Le gaspillage et les détournements des ressources passent aussi par la mise en place d'une comptabilité opaque. Quand ailleurs la gauche ou les socialistes luttent contre les paradis fiscaux, au Niger le Président va tranquillement aux îles caïmans pour acheter un Boeing d'occasion de 21 places à 20 milliards de FCFA alors qu'en 1978 déjà (il y'a 38 ans) un régime des militaires qualifiés d'incultes par les gens de Guri avait eu la bonne idée d'aller directement acheter un avion neuf à l'usine et cette transaction est traçable dans les comptes publics. Question : qui peut dire de quel compte public les 20 milliards ont-ils été transférés au propriétaire de l'avion et aux intermédiaires lors de son achat en 2014 ? Pour répondre à cette question, il faudra éplucher les 2735 comptes publics que compte le Niger à la fin décembre 2014. Ils étaient 1954 en 2012. Ces comptes sont à 84% logés à la Sonibank, la BIA-Niger (de Mangal et consorts) et à Bank of Africa. C'est une technique bien connue pour dissimuler les traces des transactions effectuées et les fuites de capitaux. Tenez-vous bien, il n'y avait pas encore de pétrole, la raffinerie était seulement en construction.

Laboukoye, d'après Abdou Gado Maliki

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Directeur de Publication

Ali Soumana

Impression : M.B.A

Tirage

1000 Exemplaires

TRANSITION ET VOYAGES DU PREMIER MINISTRE

Les offensives réussies du gouvernement

Mairiga

Le Premier Ministre du Niger, Ali Mahamane Lamine Zeine, depuis qu'il avait été choisi par les militaires au pouvoir pour conduire l'action gouvernementale, n'avait plus eu de repos, mettant sous sa responsabilité, en plus de ses immenses responsabilités de Chef de gouvernement, la gestion du ministère des Finances, élaborant pour la circonstance, et pour la nouvelle année budgétaire, un budget résilient qu'impose au pays la situation de crise que traverse le Niger, ne comptant sur presque personne pour que marche un pays qui a décidé de s'assumer et d'assumer sa souveraineté revendiquée. Pour cela, il assainissait les finances publiques, débarrassant l'Etat de dépenses ostentatoires et fantaisistes que des socialistes bling-bling, trop portés sur l'extravagance, imposaient au pays. L'homme est visionnaire, travailleur et cela est bien connu et reconnu par l'ensemble des Nigériens, et même, de la part d'adversaires s'il devrait en avoir. Sa nomination, on le comprend, fit l'unanimité.

Il était sur tous les fronts, travaillant avec des ministres qui savent, tout autant que lui, les défis du moment pour savoir s'y déployer avec tout le sérieux requis. C'est ainsi qu'il partait, il y a quelques jours, pour une mission à l'étranger qui devrait le conduire, lui et sa délégation composée notamment du Ministre de la Défense Nationale, du Ministre des

Mines et du Pétrole, du Ministre des Affaires Etrangères, du Ministre de la Jeunesse et du Ministre du Commerce en Russie d'abord, puis en Iran et en Turquie.

Dans le contexte que vit le Niger depuis les événements du 26 juillet 2023, l'étape de Moscou est sans doute des plus importantes quand on sait que cette puissance mondiale, alors qu'Emmanuel Macron, à travers la CEDEAO, se proposait de s'attaquer militairement au Niger, quand les Etats-Unis ne pouvaient pas officiellement s'y opposer, c'est ces pays, la Russie, le Mali et le Burkina Faso qui mettaient en garde contre une éventuelle agression qui viserait le Niger. Cette position a sans doute joué dans la suite des événements depuis que des partenaires, face à de telles intentions, redoutaient le chaos dans une région déjà mal en point, profondément marquée par des crises, interpellant les uns et les autres pour revenir à la raison. Dès lors, la Russie, alors que Macron de lui-même, dès le lendemain du coup d'Etat, décidait de s'en aller du Niger, prenant ses clics et ses clacs, devenait pour Niamey un partenaire stratégique, n'en déplaise aux Etats-Unis qui, comme la France, décidaient de partir aussi. Pendant quatre jours de visite en Russie, la délégation nigérienne discutait avec les partenaires russes de bien de sujets stratégiques pour le développement du pays. Alors que dans le cadre de l'AES, des projets structurants sont envisagés pour faire de ce grand ensemble



géographique naissant un pôle géopolitique important, le Niger, par cette mission du gouvernement, allait discuter de questions importantes dans la vie de la nation nigérienne. On parle, pour développer les services de transport dans un pays aussi vaste, de construction de chemins de fer qui ne seront pas comme ceux, inutiles et inutilisables de Bolloré. Le Ministre de la Défense Nationale, faisant partie de la délégation, tentera à ce niveau également, de mettre en forme des contrats d'armements qui feront des FAN une des armées redoutables du continent, en assurant également une formation élitiste aux soldats nigériens dans les grandes écoles russes, et aux cadres nigériens dans les universités du pays de Lénine. Le Ministre des Mines et du Pétrole, quant à lui, a ses dossiers, des dossiers costauds qui peuvent intéresser le partenaire russe qui a une expertise avérée dans bien de domaines. Il s'agit,

dans un premier temps, d'accéder par de nouvelles installations, à une indépendance énergétique et sortir de la dépendance vis-à-vis du Nigéria afin de nous éviter ses chantages. Le Niger nouveau devra être capable, par ses propres ressources, de produire, au niveau national, de l'énergie, de la rendre disponible et plus accessible surtout si les coûts devraient être réduits pour rendre notre économie et nos industries plus compétitives et résilientes. Le domaine pétrolier prometteur au Niger ne sera pas en reste. La Russie aidera également à améliorer l'offre du service de santé dans le pays, pour avoir une plus large couverture sanitaire mais surtout pour avoir des services de santé de qualité. Pour mettre tout cela en forme, une délégation russe, annoncent des sources diplomatiques, est attendue au Niger d'ici deux semaines pour mettre en forme bien d'accords et de projets.



Point de presse du BEN SNAI Bilan du recouvrement fiscal 2023, un objectif atteint à plus de 99%.

Point de presse ce samedi 20 janvier 2024, du Syndicat National des Agents des Impôts (SNAI) au siège du syndicat. L'objectif visé à travers cette sortie médiatique du SNAI est de faire le bilan des réalisations de la direction Générale des Impôts (DGI) en matière de mobilisation des ressources (recouvrement fiscal), de saluer le travail abattu par son personnel et aussi de soumettre des doléances à l'endroit des responsables du CNSP dans le but de renforcer les capacités de la DGI. Dans son exposé à cette occasion, le Secrétaire Général du SNAI s'est tout d'abord réjoui de l'attente des

objectifs qu'ils se sont fixés en août 2023, notamment celui de relever le défi de la mobilisation des ressources internes. Pour le SG du SNAI, les prévisions de l'année 2023 s'élevaient à six cent trente-huit milliards trois cent vingt-deux millions huit cents quatre-vingt-deux mille francs CFA (638 322 882 000FCFA), en matière de cash et les réalisations obtenues par la DGI toujours s'élevaient à six cent trente-six milliards deux cent soixante-sept millions sept cent soixante-huit mille sept cent cinquante-quatre francs CFA (636 267 768 754 F CFA), soit un taux de 99,7 %.